

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE  
Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

A la salle Pleyel

Doriot est prêt à « envisager » les « divergences » de Bergery, mais il fait assommer les représentants de l'opposition de gauche.

Cela juge une politique

## Congrès antifasciste ? Non, mais Congrès anti-« trotskyste »

### Force et illusion

Quelques jours avant l'avènement d'Hitler, devant la Maison du Parti « Karl Liebknecht » à Berlin, Thaelmann assistait au défilé de milliers et de milliers de prolétaires, proclamant leur volonté de lutte contre le fascisme. Cinq millions d'ouvriers votaient pour le Parti communiste allemand.

Combien s'imaginaient que ce colosse résisterait !

Cependant les pires prévisions sont demeurées de beaucoup inférieures à ce qui s'est produit en réalité. Thaelmann, le chef du grand Parti communiste allemand fut enlevé, traîné dans la boue, emprisonné, exposé à la suppression physique par les bandes hitlériennes sans la plus petite opposition de la part des communistes. Sur la maison de Karl Liebknecht, là où le drapeau rouge flottait au vent, on hissa le torchon à la croix gammée, déjà insolent au prolétariat d'Allemagne et au monde entier. Jamais pire catastrophe en si peu de temps.

Voilà un fait historique qui doit faire réfléchir les plus obstinés des mangeurs de « trotskistes ».

Pourquoi une pareille catastrophe en Allemagne ? La trahison de la social-démocratie ? Mais cette trahison était prévue. Il s'agit non de la trahison de la social-démocratie — chose attendue — mais de la catastrophe du communisme allemand. Pourquoi donc une pareille catastrophe ? La réponse pour tout communiste, pour tout prolétaire qui pense est bien claire et évidente.

Après l'expérience italienne, l'expérience allemande vient de confirmer d'une manière encore plus tragique que le fascisme ne peut pas être vaincu par des mascarades et moins encore en agitant des drapeaux, avec des discours plus ou moins pathétiques. Sans idées justes on ne peut ni lutter contre le fascisme, ni le vaincre. Les prolétaires italiens qui se sont battus contre le fascisme et ont appris par leur expérience ce que c'est le fascisme ; les prolétaires allemands qui font cette expérience terrible dans leur chair sous Hitler, devaient en venant à Paris, au Congrès antifasciste, être mis en garde sur le remplacement de la force réelle par les illusions et la faïade.

Du reste, avant ce Congrès à Paris, s'était tenu, comme on sait, le Congrès d'Amsterdam contre la guerre. Eh bien, que reste-t-il de ce Congrès sinon un souvenir. En Extrême-Orient la guerre entre la Chine et le Japon est devenue un fait permanent. A Genève, en Europe, entre l'Europe et l'Amérique les éléments de guerre se posent de plus en plus nettement à l'ordre du jour. Quelle action concrète a été développée pour faire sentir le poids du prolétariat, des masses travailleuses dans la balance des événements internationaux contre les faiseurs de guerre ? On peut multiplier tel ou tel autre Comité, telle ou telle autre adhésion de grande personnalité, mais si les organisations de la classe ouvrière s'affaiblissent, si les partis communistes au lieu de se développer et de se renforcer vont à leur perte et se désagrègent ; si la classe ouvrière demeure sans direction capable de l'orienter justement, l'état d'âme collectif le plus favorable à la lutte dans les masses travailleuses, comme on l'avait en Allemagne, peut être gaspillé et perdu et se convertir dans son contraire, — dépression et passivité.

Les bureaucrates stalinien persistent à ne rien vouloir apprendre de la leçon des faits, persistent dans la voie qui est sans issue pour une renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire. Le Congrès antifasciste qui s'est tenu à Paris vient de le confirmer avec éclat.

Dans la déclaration de l'opposition internationale de gauche pour ce Congrès antifasciste nous disions : « à une seule condition, le Congrès de lutte contre le fascisme pourrait jouer un rôle progressif, bien que modeste ; s'il secouait l'hypnose du régime bureaucratique de derrière les coulisses et mettait à l'ordre du jour une discussion libre sur les causes de la victoire du fascisme allemand, sur la responsabilité des organisations prolétariennes et sur un véritable programme de lutte révolutionnaire ». Cette voie a été écartée.

L'acharnement mis pour empêcher les délégués de la gauche internationale de s'exprimer au Congrès a donné, plus que tout autre chose, le sens véritable de ce que le Congrès de la salle Pleyel a été : une parade pour chercher à relever le prestige du stalinisme, en exploitant le désir d'unité qui existe dans certaines couches des masses ouvrières et en même temps le dégoût des masses social-démocrates pour la honteuse capitulation de la social-démocratie allemande. Le communisme international aurait pu tirer de ces conditions de fait un grand avantage pour son redressement, mais seulement si on mettait un terme aux méthodes néfastes et destructives de la bureaucratie stalinienne.

Au contraire, le Congrès antifasciste de Paris s'est déroulé sous le signe de la chasse aux oppositionnels, du véritable pogrom contre les militants de l'opposition de gauche internationale, dont la plateforme donne les seules directives justes de la lutte contre le fascisme. Par ce fait seul,

L'opposition de gauche a été empêchée physiquement de participer aux débats



le Congrès était voué à être une manifestation sans espoir pour le mouvement révolutionnaire.

Le problème urgent qui se pose à tous les travailleurs aujourd'hui est celui d'arrêter la marche de la réaction capitaliste, pour préparer la contre-attaque des exploités. La bureaucratie stalinienne est incapable et d'arrêter la réaction capitaliste et de porter les masses travailleuses dans la voie d'une reprise ascendante de leur mouvement. Les déceptions du Congrès de Paris ne tarderont pas dès qu'il s'agira de passer à l'action concrète devant des problèmes concrets.

Déjà en France le danger du fascisme pose des problèmes dont la solution exige du Parti communiste français une politique réaliste, une politique qui ne peut être déterminée qu'en possédant un véritable programme de lutte révolutionnaire. Ce programme ne peut être puisé que dans la plateforme de l'opposition de gauche internationale. Et c'est à l'opposition de gauche internationale qu'incombe la tâche non pas seulement de relever le prestige du communisme, mais de lui donner une force véritable.

### CE QU'A ETE LE CONGRES

Le spectre du « trotskysme », du commencement à la fin des débats, hanta les organisateurs de la « parade Pleyel ». Des défaits comme celle du prolétariat allemand, jetent un jour cru sur toutes les perspectives que l'aile marxiste a depuis des années établies. Afin que la politique centrée ne sorte pas écrasée d'un semblable congrès, il fallait que la bureaucratie nous baillonne. Pour masquer les responsabilités de sa politique criminelle en Allemagne, il lui fallait le blanc-seing d'une semblable comédie de front unique.

Les mesures bureaucratiques furent vaines. L'aile marxiste de l'Internationale, qui représente la force et exprime l'espoir de l'avant-garde prolétarienne fraya sa voie.

La bureaucratie centrée révéla à quel degré elle s'abaisse chaque jour. C'est une bureaucratie thermidorienne, à laquelle le terme « révolutionnaire » ne sert que de prétexte pour exprimer la pression de l'ennemi de classe sur les rangs ouvriers.

La « parade Pleyel » est terminée. Ce pseudo congrès s'est avéré incapable de résoudre les problèmes qui étaient posés devant lui. De profondes fissures se sont révélées en son sein ; l'illusion de force que donnait la réunion de milliers d'hommes, les discours optimistes, les services d'ordre implacables ne furent qu'autant d'expressions de l'impuissance stalinienne.

### LE CONGRES UTILISE PAR L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Qui mieux est ce Congrès, s'il ne fut sous la protection gouvernementale, entra dans le jeu de politique extérieure du Gouvernement Daladier. Par l'alibi d'un communiqué préfectoral, Daladier sut prendre les précautions de politique étrangère par ses tractations avec les organisateurs, il sut se servir du Congrès comme d'une réserve « nationale ».

### LES OUVRIERS SOVIETIQUES EXCLUS DU CONGRES « EUROPEEN »

Le plus éloquent sur ce point, c'est l'absence à ce Congrès Européen de toute délégation ouvrière soviétique. Cela démontre à la fois le peu de crédit de cette parade dans les milieux gouvernementaux d'U.R.S.S. et la volonté de ces milieux de ne faire à la fois au Gouvernement Hitler et à M. Daladier nulle peine, même légère.

### L'AILE MARXISTE EXCLUE DU CONGRES LA PREPARATION :

Roufiange, sous-ordre de Gourdeau, homme de confiance du parti, manœuvrait derrière quelques guignols du Comité d'organisation devant servir d'appât à la « base » socialiste.

Au Mur des Fédérés A droite : les camarades oppositionnels se rassemblent boulevard de Charonne. A gauche, notre groupe dans le défilé. Une « trentaine ».

Nous avons déjà révélé comment dans la région parisienne, les oppositionnels furent, après une assommade en règle, systématiquement écartés du « Congrès » régional. Ce n'était, à l'échelle régionale, que l'expression de tout un système international de filtrage. La date du congrès se rapprochait ; les mailles du filet bureaucratique se resserraient et plus il apparaissait que le Comité d'organisation désirait éliminer systématiquement du congrès les sections de l'Opposition et les oppositionnels ; en effet, toute délégation devait recevoir le visa de sa direction nationale, donc des stalinien.

Face à l'ensemble de ces faits, le Secrétariat International de l'Opposition de Gauche envoya une délégation pour poser ouvertement la question de notre adhésion au Congrès antifasciste. Il fut répondu évasivement à cette délégation, samedi 3 courant, veille du Congrès, une réponse officielle nous parvint. Nous publions ci-dessous la lettre du Comité d'organisation.

Les explications du Bureau d'Organisation AU SECRETARIAT INTERNATIONAL DE L'OPPOSITION DE GAUCHE DE L'I.C.

En réponse à votre lettre du 23 mai, nous vous remercions de ce qui suit :

Le Congrès ouvrier antifasciste européen est un Congrès de masse, auquel les couches laborieuses les plus larges de tous les pays ont donné leur adhésion et ont élu, en déployant une lutte antifasciste commune et active des représentants des masses de tous les pays. Les groupes liés à vous ne représentent aucune masse et nous ne savons rien de leur participation à la lutte antifasciste et au renforcement du front antifasciste, en liaison avec le Congrès européen antifasciste.

L'appel du bureau d'organisation pour la convocation du Congrès du 26 février s'adresse à toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales, les invitant à

### « La Vérité » hebdomadaire est de nouveau en danger

Les efforts faits par de nombreux amis sont encore insuffisants. Notre hebdomadaire est en danger ! Nous lançons à tous nos militants, à tous nos sympathisants, un ultime appel :

- Envoyez-nous des listes d'abonnés possibles ;
- Recueillez des abonnements, des souscriptions ;
- Faites les efforts nécessaires pour que vive la Vérité hebdomadaire !

### Cours Marxiste

Le cours d'éducation de la région parisienne fonctionnera à nouveau à partir de la semaine prochaine.

Le cours débutera par trois conférences sur les conceptions générales du marxisme.

Première réunion : LUNDI 12 juin, à 20 h. 15, au Café de la Mairie, place Saint-Sulpice.

Prière d'amener des camarades sympathisants.

Pour tous les camarades de langue allemande !

Lisez et faites lire

### Unser Wort

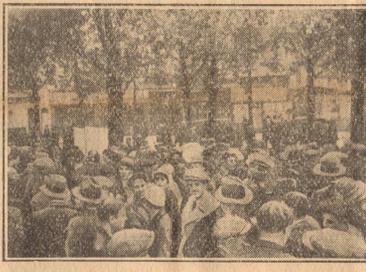
organe bi-mensuel de l'opposition de gauche allemande

Prix du numéro : 1 franc

UNSER WORT est en vente régulièrement dans les KIOSQUES suivants :

- 7, Boulevard Saint-Michel ;
- 22, Boulevard Saint-Michel ;
- 15, Place de la République (coin de la rue du Temple) ;
- 101, Boulevard Montparnasse et à la VÉRITÉ, 23, rue des Vinaigriers, 10<sup>e</sup>.

Demandez le n° 6 qui vient d'arriver.



adhérer au Congrès et à y envoyer des délégués. LA PARTICIPATION AU CONGRES SUPPOSE LA RECONNAISSANCE DE LA PLATEFORME DE LUTTE COMMUNE ANTIFASCISTE PRECONISEE DANS L'APPEL DU BUREAU D'ORGANISATION.

Nous n'avons aucune communication au sujet de votre reconnaissance de la plateforme du Congrès et de votre adhésion au Congrès sur cette base. Au contraire, Trotski, votre secrétariat international et les groupes liés à vous mènent une campagne infâme contre le Congrès, et une diffamation allant jusqu'à la plus honteuse dénonciation contre le Congrès. (Voir « Unser Wort », journal de votre section allemande). Vous n'ignorez pas non plus que votre groupe allemand en France a pris une décision expressément contre le Congrès et pour le boycottage de celui-ci. Par votre lutte contre le Congrès ouvrier antifasciste, c'est-à-dire contre le front unique de millions d'hommes pour la lutte décisive contre l'avance du fascisme et pour la chute de la dictature d'assassinat fasciste, le groupe trotskiste contre-révolutionnaire se trouve dans un digne front unique avec les dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale.

Voilà ce que nous avons à répondre à votre demande.

### LE BUREAU D'ORGANISATION POUR LA CONVOGATION DU CONGRES OUVRIER EUROPEEN ANTIFASCISTE.

Il faut dire que nous nous attendions un peu à cette manœuvre ; déjà, à Amsterdam, on avait refusé les « organisations politiques », en tant que telles, à l'exception des organisations de base. Tous les délégués de l'Opposition Internationale qui étaient présents à Paris étaient également délégués d'organisations ouvrières, donc en droit d'entrer au Congrès. Mais là aussi, la bureaucratie veillait. Une note parut dans l'« Humanité » exigeant que tout délégué, pour recevoir son mandat, se présente à la Grange aux Belles.

Les oppositionnels de gauche, à ce moment, disposaient de mandats des organisations suivantes, ces organisations n'ayant pu, pour des raisons matérielles, multiplier nationalement le nombre des délégations, contrairement à ce que firent les stalinien qui, pour chaque groupe local, multipliaient les délégués.

Espagne. — Section espagnole de l'Opposition de Gauche ;

Syndicat autonome du Bâtiment ;

Syndicat des pétroliers d'Astillero ;

Syndicat Unique de Llerena.

Belgique. — Section belge de l'Opposition de Gauche ;

Chevaliers du Travail (Mineurs de Gilly) ;

Délégation à l'issue d'un meeting de 500 assistants.

Grèce. — Section grecque de l'Opposition de Gauche ;

Confédération générale des mutilés victimes de la guerre ;

Union des mutilés de guerre ;

Union des Veuves et Orphelins de la Guerre ;

Syndicat du bois d'Athènes ;

Syndicat des Coiffeurs d'Athènes ;

Syndicat des Boulangers d'Athènes ;

Syndicat des ouvriers pâtisseries d'Athènes.

Pologne. — Section polonaise de l'Opposition de gauche ;

Assemblée d'émigrés polonais de la région parisienne.

Suisse. — Section suisse de l'Opposition de Gauche ;

Jeunes socialistes de Zurich ;

Cercle marxiste de Zurich.

Ouvriers Juifs. — Groupe des ouvriers de « Clarité » de la région parisienne.

Allemagne. — Section allemande de l'Opposition de gauche.

Italie. — Section italienne de l'Opposition de Gauche (N.O.I.) ;

Groupe des émigrés antifascistes de la région parisienne.

Hongrie. — Section hongroise de l'Opposition de gauche ;

Groupe de langue hongrois du bâtiment général ;

Assemblée de chantier du bâtiment général de la région parisienne.

France. — Section française de l'Opposition de gauche ;

Comité d'Amsterdam, Charente-Inférieure (Oléron) ;

Meeting public de Lille ;

Secours rouge (section de Chavigny) ;

Chemfots ;

Différents meetings de la région parisienne ;

Assemblée ouvrière de Montigny-en-Gohelle ;

Groupe indochinois de la région parisienne ;

Section syndicale, Comité de défense de l'Huma et diverses autres sections du Secours rouge et assemblées ouvrières.

L'ensemble de ces mandats représentait près d'une centaine de délégués. Nous le répétons, pour des raisons matérielles, nous avons limité le nombre des délégations de province et d'étranger.

Les oppositionnels, d'après les bavards stalinien « ne représentent rien » ; or, une seule des organisations ouvrières représentée par nous : la Confédération générale des Mutilés victimes de la guerre d'Athènes, groupe SOIXANTE MILLE ADHERENTS !!!

### FILTRAGE BUREAUCRATIQUE

Tous les mandats, au nom d'organisations oppositionnelles, furent automatiquement refusés.

Les camarades qui se présentaient avec des mandats d'organisations ouvrières dûment timbrés et réguliers, passaient par le filtrage des directions nationales ; tous ceux qui furent reconnus comme « trotskistes » furent l'objet de la manœuvre suivante : On leur demandait leur mandat pour le changer contre une carte de délégué ; on les pria d'attendre un instant, puis on leur refusait la carte cyniquement, en conservant le mandat ! Paris, plus diplomatiquement, on les pria de revenir et au retour, comme ils n'avaient plus de mandat, ni carte, on leur refusait l'accès de la salle de la Grange aux Belles ! Cela n'allait pas sans contestation et le service d'ordre liquidait implacablement les protestataires. En un mot, on volait systématiquement les mandats aux membres de l'opposition...

### LES MESURES BUREAUCRATIQUES ENGENDRENT L'ARBITRAIRE

Maintes scènes d'ailleurs furent comiques : « Un délégué de syndicat espagnol, reconnu par un bureaucrate de son pays, se vit refuser la carte ; par exception, on lui rendit son mandat. Un camarade suisse qui se trouvait à Paris, auquel on avait refusé le mandat en tant que Suisse, se représenta avec le mandat espagnol. Le stalinien espagnol ne le reconnaissant pas, il obtint sa carte d'accès au Congrès !!!

On distribua pourtant à discrétion les mandats aux membres des Jeunesses et du Parti ; cela réservait d'ailleurs à l'appareil stalinien maintes surprises.

### LE CONGRES COMMENCE

Les ordres précis donnés au service d'ordre étaient dirigés contre nous. Les organisateurs réussirent à créer une psychose de réaction violente contre toute intervention révolutionnaire ; la prétendue lutte contre les jeunesses patriotes et la police n'était qu'un moyen pour nous atteindre. Le service d'organisation fut organisé avec plusieurs gardes et échelons, sous la responsabilité d'un spécialiste.

Dès le premier jour, le service d'ordre, complètement affolé, ne sachant après qui s'en prendre, bousculait tout le monde : « Et celui-là, n'est-ce pas un trotskyste ? » Ainsi un membre du parti fut jeté dehors avec violence parce qu'il n'avait pas sa carte sur lui ! Le mot d'ordre était de dépister les trotskistes. Un service d'ordre spécial n'avait que cela à faire. Le service d'ordre fut tout dépaycé lorsqu'on apprit qu'un filic « en bourgeois » était dans la salle. « Sortez-le tranquillement !... Pas de provocation !... allez dehors !... » Et le filic s'en tira avec un coup de pied au derrière.

Dehors, sur le trottoir, deux jeunes ouvriers qui écoutaient « un trotskyste » trop attentivement au gré du service d'ordre, furent jetés sur la chaussée, sous le prétexte fallacieux qu'ils n'étaient pas délégués.

Deux régimes, les flics et les « trotskistes » Exemple au sujet des cartes de presse Deux filic de la police nord-africaines complices de Gaudin, bien connus des ouvriers algériens, se présentent au contrôle. Cartes de presse. Invitation. « Laissez pas-



# Au Congrès stalinien de la salle Pleyel

ser... Passez donc, messieurs, par ici messieurs ! » Et les deux chapeaux melon traversèrent le service d'ordre empesé.

Saraceno, ancien rédacteur en chef de l'« Unità », organe central du Parti communiste italien, muni d'une carte régulière de presse était entré au Congrès.

Emmené dans le sous-sol par les agents du « contrôle politique » devant la « commission spéciale » italienne, le camarade Saraceno fut forcé d'abandonner les lieux du Congrès. Avant qu'il put sortir, les « mazzieri » staliniens (à vingt contre un) se lancèrent contre notre camarade en frappant à coups de pied et de poings. Notre camarade eut ses lunettes brisées et des contusions à la tempe gauche.

## BIENVENUE AUX DELEGUES

Le camarade Atlan n'avait pu prendre sa carte de délégué à la Grange-aux-Belles et se présenta le premier jour du Congrès à la salle Pleyel. On lui arracha son mandat, on l'attira dans un coin, on le frappa violemment et on le jeta à la rue. Comme il protestait et que déjà un rassemblement se faisait, les délégués du service d'ordre lui firent ce langage : « Tu veux absolument entrer ! et bien viens ». Atlan à nouveau entra dans le hall de la salle Pleyel, déjà de nombreux délégués commentaient l'incident. Beaugrand les rassura en disant : « nous allons vérifier son mandat et nous lui donnerons accès à la salle ». On attira Atlan dans un petit réduit, on ferma la porte à l'intérieur du réduit, un membre du Secours Rouge du 13<sup>e</sup> arrondissement, Beaugrand et Roufflange l'injurèrent et le frappèrent, criant à haute voix afin d'être entendus des camarades inquiets s'étant massés derrière la porte : « tu vois, on examine ton mandat, on le traite en camarade », mais, à voix basse on affirmait à Atlan qu'il resterait séquestré jusqu'à la fin du Congrès et on le frappait brutalement ? Atlan poussa des cris qui attirèrent de nombreux délégués, lesquels insistèrent énergiquement pour qu'on le fit sortir. Boulé vint, employa une expression habituelle dans les postes de police : « Faites-le filer, pas d'histoires ». Atlan fut fouillé, chacun de ses papiers examiné comme dans un poste de police.

Après une telle réception comme délégué, Atlan revint nous narrer les faits qui nous furent de tous côtés confirmés dans les détails. Roufflange le lendemain d'ailleurs ne fut le nier.

Aux délégués qui protestaient, on déclara qu'Atlan était un policier, qu'on avait trouvé dans la salle. Nous avons narré plus haut quel accueil on réservait aux policiers.

## Première journée dans la salle du « Congrès »

La salle comble à la première séance avait l'aspect d'un meeting monstre, aucune impression de Congrès, aucun débat réel.

Tu parleras si l'on sait ce que tu vas dire

Les délégués groupés par langues devaient obéir à la discipline nationale, faire savoir le nombre des camarades désirant intervenir. Un camarade italien demanda à intervenir, le responsable du groupe de langue vint le voir et lui demanda de lui soumettre le schéma de son intervention :

## Première expulsion de délégués oppositionnels

La séance du soir fut marquée par un violent incident. Un camarade belge, Verrecken, étant inscrit depuis le début de la séance, et ne pouvant avoir la parole, déposa une motion d'ordre ; on vint le chercher à la tribune et on l'attira en dehors de la salle ; on le garda dans la partie du sous-sol réservé à cette séquestration. Comme plusieurs camarades protestaient contre les violences qui étaient faites, on les tira violemment de la salle, on les sortit, on leur demanda leur carte de délégué on déchira ces cartes en les expulsant de la salle. D'autres délégués qui protestaient contre ces violences furent brutalement menacés d'être sortis et furent se taire.

Le même après-midi, deux membres du syndicat unitaire, un cheminot et un métallurgiste, furent chassés de la salle, le service d'ordre estimant qu'ils avaient une « attitude douteuse ».

La première journée, après des rapports d'un optimisme creux et de commande, sans aucune analyse ni perspective générale, un discours antitrotskyste du type habituel, après la scène théâtrale au cours de laquelle le délégué belge déchira à la tribune un drapeau hitlérien, la séance se termina par des chants collectifs.

## LA PARADE TERMINEE

Dès leur entrée dans le hall, deux délégués, Oblin de Montigny et Devryer, furent simplement expulsés de la salle parce que reconnus comme trotskystes, leur mandat déchiré !

Pour cette première séance, le clou des débats fut la controverse entre « deux jeunes gens pleins de talent et d'avenir » : Bergery et Doriot, débat sur lequel nous reviendrons plus loin.

Un délégué de 60.000 travailleurs et trois autres délégués sont expulsés et séquestrés « Dès l'ouverture de la première séance, le camarade Georges Vitsoris, délégué de la Confédération générale des Mutilés et Victimes des guerres impérialistes de Grèce posa une motion écrite pour demander la parole au Présidium. Le président communiqua que chaque délégué voulant prendre la parole devait passer sa motion par l'intermédiaire du chef de sa section nationale qui naturellement était toujours un stalinien. Ainsi la parole était interdite à tout délégué oppositionnel.

L'opposition de gauche ne pouvait se soumettre à cette décision anti-prolétarienne et bureaucratique et consentir à fermer sa bouche. C'est pourquoi lundi matin, au moment où le Président annonçait que la parole était à Bergery, petit bourgeois radicaliste, le camarade Vitsoris se leva de sa place et s'adressant au Congrès s'écria : « Camarades, au nom de 60.000 mutilés et victimes des guerres de la Grèce, je proteste contre l'exclusion de l'Opposition de Gauche, je demande la parole de sa part. Vive l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky ! Vive la révolution prolétarienne ! A bas le fascisme, vive Trotsky, libérez Rakovskiy ? »

Des bandes de bureaucrates venant de tous les côtés de la salle se jetèrent sur lui, avec une férocité ignoble, l'arrachèrent par les cheveux et commencèrent à le battre à coups de poings et de pieds. La camarade Marie Dimitricédès, déléguée des veuves et orphelins de guerre de la Grèce ; le camarade Dimitri, délégué des ouvriers du bois d'Athènes ; le camarade Paget, délégué de la Section du Secours rouge de Chavigny (Meurthe-et-Moselle) ; un camarade indochinois délégué du Secours rouge de Paris ; la camarade L... pour avoir protesté avec le camarade Vitsoris, furent brutalisés odieusement. Pendant dix minutes, la salle fut secouée. Nos camarades luttèrent contre les bureaucrates pour ne pas être arrachés de leurs places. Les staliniens hurlaient, mais grand nombre des délégués et particulièrement de la délégation anglaise indignés des brutalités protestèrent énergiquement. C'est après un effort considérable que les bureaucrates, en dépit de toutes ces protestations, réussirent à jeter hors de la salle nos camarades.

Mais leur action anti-trotskyste ne s'arrêta pas à cela. Une fois amenés au sous-sol du théâtre nos camarades ont été fouillés, examinés d'une façon purement policière et séquestrés pendant deux heures au sous-sol sous la garde d'une vingtaine de « service d'ordre ».

Parmi les bureaucrates qui passèrent en revue nos camarades, était Vaillant-Couturier. Le camarade Vitsoris s'adressa à lui en protestant et en exigeant qu'ils soient immédiatement libérés. Vaillant-Couturier sourit et ironiquement tourna le dos.

C'est seulement après la protestation et l'arrestation par la police de la délégation oppositionnelle venue pour exiger leur libération et grâce à leur attitude ferme que nos camarades ont été libérés à midi dans un état très mauvais.

Pendant ce temps, dans la salle Bergery continuait son discours.



Notre camarade Atlan, qui fut brutalisé au Congrès par les bureaucrates. La camarade Schmitz, des Jeunes Socialistes, dont nous publions une déclaration. Notre camarade Vitsoris, qui fut brutalisé et séquestré.

Les propos de Roufflange dans le sous-sol ne sont pas à négliger : il déclara à nos camarades qu'il n'était pas contre les violences à notre égard, que nos mandats étaient des faux, et il accusa le Comité antifasciste des Charentes-Oldron d'être un Comité fictif.

Obligé de libérer nos camarades par la pression des camarades de l'extérieur, Beaugrand demanda à nos camarades de signer une déclaration affirmant qu'ils n'avaient pas été frappés ; nos camarades répondirent qu'ayant été frappés, ils n'accepteraient aucunement de signer une pareille déclaration.

## A l'avenir c'est le revolver qui parlera !

Durant cet incident, un camarade allemand fut arraché de sa place, emmené avec des violences dans un autre endroit du sous-sol. Le langage suivant lui fut tenu : « Aucune discussion avec toi, donne-nous tes papiers d'identité, ton passeport. » On lui garda toutes les autres pièces que son passeport, en le renvoyant deux heures après on lui déclara : « A l'avenir, c'est le revolver qui parlera avec toi ». On lui garda toutes les lettres personnelles qu'il avait sur lui.

Le camarade Paget sortit brusquement de la salle, ayant vu séquestrer nos amis, protesta dans le hall, et fut jeté à la rue.

## Les jeunes socialistes chassés !

Durant ce temps, d'autres violents incidents devaient se dérouler dans la salle.

La déléguée de la 11<sup>e</sup> Jeunesse socialiste, outrée des agissements contre les oppositionnels, du refus de laisser les J.S. s'exprimer, demanda la parole. Elle eut le même sort que les camarades précédents, elle fut descendue dans le sous-sol ; là on s'aperçut que c'était une socialiste, on l'autorisa à revenir dans la salle. Assistant de nouveau à des brutalités, elle protesta, mais cette fois-ci fut chassée de la salle des séances et des locaux du Congrès.

Une de nos camarades la recueillit à la porte, lorsque saignant du nez à la suite des pressions exercées par Beaugrand pour l'empêcher de crier, elle exposait les faits. Nous lui avons demandé de faire pour La Vérité une déclaration que nous publions ci-dessous :

« Je viens d'être chassée brutalement du Congrès parce que j'ai protesté contre les brutalités ignobles qui se passent dans la salle ; en effet, un camarade délégué vient d'être vidé à coups de poings parce qu'il réclamait de l'Opposition de Gauche et qu'il protestait contre l'exclusion prononcée contre cette fraction. Nous, jeunes socialistes, nous ne comprenons pas cette attitude, nous venons en effet d'entendre Bergery, qui d'après le Présidium est en désaccord avec la plateforme du Congrès !

## Comment je suis venue à ce Congrès ?

J'allais me renseigner auprès du Secrétaire du Comité d'Organisation, des dates du Congrès, qui devait avoir lieu à Copenhague. Je pris les renseignements qui m'intéressaient et je parlais quelque peu avec Roufflange. Quelques jours après, je reçus une convocation adressée en même temps à d'autres camarades socialistes. Je ne me rendis pas à cette première convocation. J'en reçus une autre un peu plus tard, à laquelle, par simple curiosité, je me rendis. Je me rencontrai là avec des J.C. et j'appris que je faisais partie de la Commission Nationale du Congrès Européen des Jeunes

Antifasciste du 5 juin. Contrairement à ce qui se passe d'habitude où les J.C. considèrent les J.C. comme des imbéciles, des traîtres ou me donnaient la parole, on m'écoula, on prenait mes suggestions, on les adoptait d'enthousiasme. A un moment même, au sujet d'une nouvelle convocation de la Commission, on ne prit que mon avis, sans s'occuper de l'avis des autres jeunes présents. Je fus déléguée au Congrès, du reste, par cette même Commission par 5 camarades. Il fut même question que je sois nommée au Présidium pour représenter la délégation française des jeunes antifascistes et sans avoir jamais donné mon adhésion à quoi que ce soit, l'Humanité publia mon nom comme signataire et adhérente au Congrès. Dimanche après-midi, ce ne fut que sur ma protestation que je ne fus pas nommée au Présidium du Congrès des Jeunes, ce fut mon camarade Perreau, membre de la XI<sup>e</sup> Jeunesse, qui fut élu à ma place ; ainsi, par tous les moyens, on nous a attirés, nous jeunes, à ce Congrès.

Mon impression du Congrès ? Je ne vous dirais qu'un mot. Je sortis dimanche soir complètement dégoûtée. En effet, ce n'était pas un congrès, mais un meeting d'une tenue déplorable ; l'on brutalisait des camarades qui voulaient demander la parole. On a refusé la parole à mon camarade délégué de la XI<sup>e</sup> Jeunesse.

Dimanche, j'ai même protesté contre les brutalités dont j'ai été témoin : dans une sorte de réduit réservé à la presse, deux camarades frappaient un autre, qui seul accablé contre le mur, ne pouvait se défendre, et protestait qu'il avait le droit d'être au Congrès et qu'il avait un mandat. Ce matin la comédie se reproduit, un camarade délégué de la Grèce, mandaté, a-t-il dit, par 60.000 ouvriers, a été brutalement jeté dehors, battu, entraîné par les cheveux. Il cria : « Vive l'Internationale de Lénine et de Trotsky ! Vive Trotsky ! ». Je ne vois pas pourquoi le fait est crié vive Trotsky

constitue un crime si grand qu'on doive chasser ignominieusement un camarade ? quand nous, de la 2<sup>e</sup> Internationale, nous avions le droit d'être là, et que Bergery ensuite eut le droit de parler une heure et demie pour exposer son point de vue.

Il fallait laisser toutes les tendances s'exprimer dans ce Congrès. Il fallait faire le front unique par des propositions internationales et dans lequel toutes les tendances soient représentées, y compris les ouvriers inorganisés. A la fin de la matinée, j'étais tellement écœurée de l'attitude prise contre certains délégués, contre le refus de Poupy, socialiste S.F.I.O. comme moi d'accorder la parole à mon camarade, que j'ai protesté contre cela. J'ai immédiatement été entourée par le service d'ordre et, notamment, par Beaugrand et Reymond, qui ont essayé de me fermer la bouche en me pressant de toutes leurs forces ; j'ai résisté en protestant encore. Vous voyez la marque des ongles de ces messieurs du service d'ordre. Ils m'ont fait descendre l'escalier quatre à quatre, et arrivés dans le sous-sol, un camarade du service d'ordre, en me traitant de « policière », m'a fait brutalement asseoir sur une banquette, à côté de délégués qui, précédemment, avaient été battus et chassés de la salle. Il est remarquable que les socialistes présents au Présidium n'ont pas pris la parole au nom de la démocratie, ni pour protester contre les violences, ni contre l'exclusion prononcée à la fois contre l'O.G.I. et pour protester contre la façon dont un membre de J.S. S.F.I.O. était traité La Délégation de la XI<sup>e</sup> J.C., à la suite de ces incidents, pour protester énergiquement, s'est retirée de ce Congrès. »

A ce moment se déroula un incident très caractéristique. Paget ayant téléphoné à notre permanence, une délégation de vingt camarades fut envoyée immédiatement au congrès pour intervenir et exiger la libération immédiate de nos camarades séquestrés. L'accès des locaux fut refusé à notre délégation, donc on prit sur soi le développement public de l'incident, notre délégation dut rester dans la rue Saint-Honoré. Elle exigea que Gourdeau vint lui parler, Roufflange vint, Molinier, au nom de la délégation, exigea la libération immédiate des camarades séquestrés dans le sous-sol. Roufflange répondit textuellement : « Nous ne les libérerons que lorsque vous serez partis et si vous restez là, nous les garderons pendant toute la durée du congrès. »

Devant cette menace et inquiets du sort de nos camarades, nous avons protesté sans violence, mais énergiquement comme il convenait. Immédiatement un car de policiers arriva sur les lieux, exigea notre dispersion, devant notre refus, enmena huit de nos camarades au Poste de Police où ils furent gardés jusqu'à la nuit. Le brigadier-chef nous reprocha de ne pas laisser « ces messieurs tenir leur congrès tranquillement » !

Nous tenterons de convaincre les jeunes camarades socialistes que le front unique n'a rien de commun avec ces manœuvres staliniennes, parentes de celles des chefs socialistes.

C'est ce que l'Humanité appelle agir sous la protection « de la police ». Notre protestation ne fut pas sans effet car quelques minutes après, les camarades restant ayant continué à protester, les séquestrés furent remis en liberté.

## « L'HUMANITE » MARQUE LE COUP

La réaction contre les manœuvres staliniennes pour empêcher de parler de l'oppo-

sition et pour l'isoler avait été si violente et si décisive que l'« Humanité » fut contrainte de marquer le coup en nous calomniant dans un communiqué odieux. Elle justifie les moyens ignobles qu'emploient les organisateurs par la nécessité de « garantir la sécurité des délégués des pays fascistes ». Chacun comprendra qu'il ne s'agit nullement de la sécurité des délégués mais de la sécurité de la fraction stalinienne.

A cette séance, huit délégués oppositionnels et la délégation des Jeunes socialistes furent expulsés de la salle brutalement. Notre communiqué à la Presse, donc à l'Humanité, ne fut publié que par le Populaire staliniennes pour tenter de les faire supporter par le communisme.

## BERGERY PREPARE LA RUPTURE

Les adversaires du front unique d'organisation à organisation vont bientôt se trouver devant la déconfiture complète de leurs combinaisons.

Le Congrès Pleyel a souligné combien s'amenuisaient les résultats déjà misérables du grignotage d'Amsterdam ; non seulement, on n'avance plus dans ce grignotage mais encore on marque de sensibles reculs, déjà se prépare de la part des éléments étrangers au parti, une manœuvre de séchage d'Amsterdam.

Bergery s'apprête à faire passer sous son influence une partie importante d'amsterdamiens. Ceci Bergery le fait avec habileté. Il prodigue publiquement des paroles d'attachement à Amsterdam, il cimente ses positions, cela lui permettra de claquer les portes avec plus de profit, accusant les communistes de ne pas être conséquents !

Bergery a déjà monté une entreprise : « Le Front commun », qui unit la plupart des personnalités indépendantes d'Amsterdam sur une plateforme que nous analyserons dans un prochain article et qui est du même niveau qu'Amsterdam.

Dans les coulisses, de multiples tractations ont eu lieu entre le parti et Bergery, à la réunion constitutive du FRONT COMMUN le bureau politique du parti avait délégué Doriot. Celui-ci fit grise mine et tenta un compromis.

La situation est grave. Le Parti tente et tentera encore des compromis multiples ; tout cela bien entendu sans la plus petite discussion à la base du Parti. Le discours de Bergery fut le pavé dans la mare aux grenouilles et la préparation d'un départ solennel. La réponse de Doriot que nous analyserons est, du point de vue communiste, odieuse. Il nous montre aussi où va la « sympathie du bureau politique ».

Nous avons réuni sur ces questions une intéressante documentation que nous présenterons bientôt à nos lecteurs. Qu'il nous suffise de souligner devant chaque communiste que la confusion par laquelle la bureaucratie stalinienne couvre ses conceptions erronées du front unique, se retourne maintenant contre l'intérêt du Parti.

## DERNIERE JOURNEE DE PARADE

Une grande partie des délégués n'avait pu assister à la dernière journée du Congrès. Celle-ci fut marquée par une série de discours à peu près nuls. Un de nos camarades, délégué des Chevaliers du Travail (mineurs de Gilly) ayant demandé la parole, le chef de la délégation belge le convoqua et lui déclara qu'il aurait la parole mais qu'il fallait préalablement qu'il expose quel était le point de vue des Chevaliers du Travail ? Notre camarade lui répondit que ce point de vue était le même que celui de l'Opposition de Gauche, le délégué belge haussa les épaules et le raya des listes d'orateurs inscrits.

## AULAS EST CHASSE DE LA TRIBUNE

Dans cette dernière journée, l'intervention la plus importante fut celle du camarade Aulas de la Fédération Unitaire de l'Enseignement. Seuls des camarades étrangers nous en ayant donné une version, nous nous excusons si elle subit quelques déformations.

Aulas posa sur le plan syndical la responsabilité de l'Internationale Syndicale rouge dans la situation allemande, il souligna qu'il eût été impérieux de réaliser avant, de véritables congrès, il fut interrompu avec violence le petit noyau d'oppositionnels restant l'encourageait : « continue camarade, continue... » ainsi qu'une partie de la salle, plus objective. Quand il mit en cause à juste titre la politique du parti communiste allemand, les huées couvrirent sa voix. Le président au lieu de protéger son droit de parole, proposa au Congrès de lui retirer la parole, ce qui fut accordé dans un vote qui toutefois comptait un grand nombre de voix contre et abstentions. Aulas dut quitter la tribune et la salle.

Cette intervention d'un délégué d'une Fédération de la C. G. T. U. ne pouvait être tolérée !

Vaillant-Couturier, maire actuel et futur hospitalisé de Villejuif entreprit de calomnier le camarade Aulas et les conceptions qu'il défendit en les qualifiant de contre-révolutionnaires » dans son bruyant et habituel verbiage.

## Le vote d'unanimité à tout prix

A la fin de la discussion, le président fit un long appel proposant à la salle de manifester par une imposante unanimité son accord avec la résolution présentée. Il mit cette résolution aux voix, une demi-douzaine de mains se levèrent contre. Stupéfait, le président crut un instant que les délégués allemands qui avaient voté contre n'avaient pas compris. Il leur fit traduire, ceux-ci à nouveau démonstrativement votèrent contre. L'un d'eux limita l'expression de sa tendance au cri de « Vive Trotsky ».

Puis se leva un délégué allemand de Francfort qui tint ce langage : « Quand je suis venu à ce Congrès, je n'étais pas oppositionnel de gauche mais par vos calomnies contre les oppositionnels de gauche qui à chaque instant travaillaient en révolutionnaires avec nous en Allemagne, vous m'avez rapproché d'eux et je vote contre votre résolution de confusion. » Bruit et cris.

Ce vote « contre » bouscula tous les projets théâtraux des organisateurs. Il fallait à tout prix un vote d'unanimité et pour

parvenir, on ne devait reculer devant aucun moyen, il fallait couronner les méthodes staliniennes à ce Congrès. On entourait les délégués français et belges oppositionnels qui avaient voté contre. Le président fit un nouvel et vibrant appel à l'unanimité, comme l'irréductibilité des oppositionnels rendait cette unanimité douteuse au moment du vote, le service d'ordre se précipita sur les camarades pour les immobiliser. La bureaucratie stalinienne en fut pour ses frais, à quelques mètres de là, dans la délégation allemande, de nouveau trois bras se levèrent ; nos camarades des délégations belges et françaises qui avaient résisté à plusieurs chocs successifs ne purent se dégarer. Le vote unanime était à l'eau, ce qui n'empêcha pas l'Humanité de déclarer après une journée de réflexions que le vote fut unanime !

## LES LAMPIONS SONT ETEINTS, LA PARADE TERMINEE

Elle n'a pas réussi à améliorer les rapports du parti et des masses, à augmenter la puissance de combat et la combativité de ces masses. Le Congrès n'avait de racines que dans l'avant-garde sous l'influence communiste. Sa préparation fut politiquement telle que même la base du parti et de la C. G. T. U., si elle a suivi l'a fait sans élan. Seul l'appareil voulait « son Congrès ».

En temps utile, nous avons signalé que peu d'assistants à tous les meetings de préparation du Congrès. La démonstration la plus éloquente de l'absence de liens entre ce Congrès et les masses, c'est le meeting de Bultier organisé mercredi soir où à peine trois mille auditeurs « se pressaient » dans cette immense salle cela malgré une débauche d'immenses affiches et de noms ronflants.

Le problème du fascisme et de la lutte ouvrière contre lui reste posé devant la classe ouvrière mondiale, et particulièrement devant la classe ouvrière française. La parade Pleyel n'aura abouti qu'à embrouiller un peu plus ces questions. L'opposition par son combat a pour tâche de les solutionner. M.

## DANS LES P. T. T.

### A la Recette principale

Le Populaire du 29 mai, puis La Bataille des P.T.T. du 1<sup>er</sup> juin signalent que notre inspecteur Clerget emploie des méthodes rappelant celles des juges d'instruction.

Ce n'est pas la première fois que des thèses se montrent sous un tel jour et la conclusion la plus importante à tirer est la nécessité de rassembler les liens qui existent entre les sections des différents Syndicats pour faire échec aux brimades, à l'attaque contre nos conditions de travail, nos traitements et indemnités.

La section unitaire est à la tête du travail de front unique entre les diverses sections syndicales, mais elle n'a cependant pas appelé le personnel (ne serait-ce que du service intéressé) à réagir contre les méthodes de l'administration et ses serviteurs ; la section unitaire devait inviter le Comité de coordination de la Recette principale (qui est l'organisme de front unique de tous les postiers de la R. P.) à se réunir et examiner les faits, car le rôle d'un organisme de front unique consiste à défendre à chaque occasion, les travailleurs.

La section unitaire doit se ressaisir et engager tout de suite, un travail dans ce sens ; les postiers confédérés, autonomes et catégoristes lutteront en commun avec les unitaires et obligeront le dirigeant de leurs sections à accepter et pratiquer le front unique d'organisation à l'organisation ; ils imposeront cela en particulier aux contrôleurs et autres chefs syndiqués chez eux ou si ceux-ci se refusent à tout, avec le personnel « d'exécution », à le défendre au lieu de lui faire subir des brimades, ils les chasseront de leur organisation. Car, une remarque, qui peut être considérée comme seconde conclusion : le contrôleur Sauzé est membre de la Section Confédérée ; chaque camarade comprendra l'importance de ce fait qui n'a été signalé ni par le communiqué du « Populaire » (on comprend la gêne des informateurs confédérés !) ni par « La Bataille » (ce qui ne peut s'expliquer que par l'ignorance).

La troisième conclusion à tirer de cet incident entre deux employés, un contrôleur et notre inspecteur, intéresse particulièrement les nombreux inorganisés de la Recette principale ; ils doivent comprendre la nécessité de se syndiquer pour se défendre contre les attaques de l'administration, même celles qui apparaissent insignifiantes ou personnelles ; ils comprendront qu'une action de front unique est possible, pour offrir aux personnages en question, une bonne conduite de Grenoble et, cela comme début.

Les inorganisés rejoindront l'organisation qui a démontré et qui démontrera encore dans cette question, sa volonté de défendre avec ténacité nos intérêts de travailleurs des P.T.T. : la Fédération Postale Unitaire.

La Section Confédérée doit, paraît-il, être ou a été saisie de la question.

La Section Unitaire doit être très vite se réunir pour examiner ces incidents et prendre toutes décisions utiles.

Le Comité de coordination doit sortir de sa léthargie !

M. D. MANUT (Paris).

5<sup>e</sup> ANNÉE - N° 158

## LA VERITE

Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste (Opposition)

23, rue des Vinaigriers (10<sup>e</sup>)

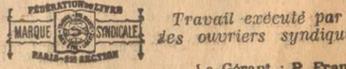
Paraît le Vendredi

PRIX DU NUMÉRO : 0.50

ABONNEMENTS :

Un an..... 20 francs

Six mois..... 10 francs



Travail exécuté par les ouvriers syndiqués

Le Gérant : P. Frank.

Imprimerie Centrale de la Bourse

117, rue Roubaux, Paris (19<sup>e</sup>)

# POUR LA RENAISSANCE DU COMMUNISME EN ALLEMAGNE

L'arrivée de Hitler au pouvoir ouvre une période nouvelle dans l'histoire d'après guerre. Dans cette période de profonds changements et déplacements des forces sociales se produiront... et des nouveaux problèmes se poseront et se posent déjà devant le prolétariat mondial et son avant-garde révolutionnaire.

La situation particulière dans laquelle se trouva l'Allemagne pendant la dernière crise mondiale créa toutes les conditions qui permettaient la transformation de cette crise en une crise révolutionnaire.

Le développement énorme de l'industrie, la concentration des forces prolétariennes qui constituent la grande majorité de la population du pays, les traditions révolutionnaires, l'existence d'organisations ouvrières fortes et possédant des moyens matériels formidables, le niveau de conscience de classe élevé, permettaient au prolétariat allemand dans les conditions créées par la crise, de renverser le capitalisme et de devenir la classe dirigeante, de donner par l'organisation socialiste du pays une solution révolutionnaire à cette crise.

Il ne manquait pour cela que la politique qui concentrerait les forces prolétariennes et leur donnerait conscience de la situation réelle, les mobiliserait et les entraînerait dans la bataille contre les ennemis de classe.

Or cette politique manqua, et toute la responsabilité en retombe sur le P. C. A., facteur subjectif, appelé à diriger le prolétariat dans sa lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

Depuis 1914 la social-démocratie marche sur la route de la trahison. Elle étréngla la révolution de 1919, elle défendit comme la plus grande conquête la constitution de Weimar. Pendant 13 ans elle fut l'appui le plus précieux de la bourgeoisie le parti politique qui tout en s'appuyant sur la classe ouvrière par une démagogie socialiste, travaillait pour la défense des intérêts capitalistes en retenant le prolétariat, en brisant son unité, en sabotant son activité de classe.

Sous prétexte de « moindre mal », la social-démocratie appuya le gouvernement de Brüning, de la droite au maréchal Hindenburg, s'inclina devant le bonapartisme, empêcha toute mobilisation des ouvriers social-démocrates contre les mesures de Papen-Schleicher, et par toute sa politique ouvrit la voie au fascisme vers le pouvoir.

En lâchant la botte ensanglantée de Hitler elle lui abandonna sans aucune résistance toutes les organisations de classe du prolétariat. Ainsi, en refusant la bataille, la social-démocratie livra au fascisme les millions des prolétaires allemands qui, entraînés par sa démagogie et par les illusions démocratiques la suivaient. On ne

## Résolution adoptée par le Plenum de l'opposition internationale

pouvait pas attendre une attitude différente d'elle. Elle n'a fait que remplir sa tâche comme agent de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat.

C'est pourquoi, devant la classe ouvrière, toutes les responsabilités tombent sur le parti communiste. Avant-garde révolutionnaire du prolétariat, section allemande de l'I. C. formée pour lutter contre la trahison social-démocrate, le P. C. A. devait et pouvait empêcher la social-démocratie de livrer le prolétariat au fascisme. Par la politique du front uni ouvrier, il pouvait obliger la social-démocratie, à s'engager dans la bataille sous la pression de sa base prolétarienne, concentrer les forces prolétariennes dans une offensive contre le fascisme, compromettre par ce moyen les chefs social-démocrates, leur arracher les ouvriers, et les entraîner à la lutte pour le pouvoir.

Mais les chefs du P. C. A. ne croyaient pas à la possibilité de la prise du pouvoir.

Sur la base de la théorie réactionnaire du « socialisme dans un seul pays » ils firent tout le possible pour éviter la bataille, et ainsi permettre au stalinisme de pratiquer sa politique néfaste dans l'U. R. S. S. Sur la base de la théorie du « social fascisme », ils effacèrent toute différence entre la social-démocratie et le fascisme, dupèrent le prolétariat en présentant la social-démocratie comme une variante du fascisme. N'ayant pas confiance dans la capacité du mouvement marxiste révolutionnaire de vaincre la social-démocratie ils abandonnèrent au fascisme cette tâche en prêchant l'idée que c'est lui qui peut démasquer la social-démocratie. Ainsi ils présentèrent aux ouvriers le communisme comme incapable de neutraliser la social-démocratie.

Pendant une longue période ils disaient au prolétariat : « après, Hitler c'est nous ». Aujourd'hui, ils continuent cette politique honteuse.

En présentant Brüning, Papen, Schleicher comme des fascistes ils ont donné l'impression au prolétariat que sous le régime fasciste la situation serait la même que sous les autres.

Théoriquement le P. C. A. n'a pas donné la perspective de l'évolution révolutionnaire. Cela parce que la bureaucratie stalinienne en U. R. S. S. voulait éviter des troubles révolutionnaires à l'étranger. Prati-

quement il posa comme tâche principale l'augmentation de son influence sur la voie parlementaire en réduisant toute l'activité de l'avant-garde à la lutte parlementaire à des campagnes électorales, etc... Il empoisonna les ouvriers par la théorie du « social fascisme » et de la fascisation de tous (Brüning fasciste, Papen fasciste) et les condamna à l'inactivité.

Par la politique scissionniste de l'R.G.O. il se trouva éloigné des grandes masses des ouvriers organisés, par la politique du « front uni, rien que par en bas » et de la « direction indépendante », il se présenta à leurs yeux comme le briseur de l'unité de leur classe.

Il aboutit à inspirer contre lui la haine et la méfiance des ouvriers social-démocrates, à désarmer l'avant-garde prolétarienne devant l'attaque fasciste, à la désorienter, et au lieu d'organiser la lutte décisive présenta comme des grandes victoires les succès électoraux les plus minimes.

Il négligea tout travail qui aurait trempé les organisations du Parti, qui restèrent des organisations floues et incapables de mener fermement la lutte et de résister dès le commencement de l'offensive fasciste.

Ses perspectives, sa politique, son action, ont totalement empêché les membres du Parti de devenir des soldats fermes et disciplinés de la révolution prolétarienne, des militants actifs et décidés.

Partout on inspira l'idée de la retraite et on arriva même à prêcher la théorie de la non-application de la violence contre les assassins des ouvriers.

Tout cela aboutit à la capitulation la plus honteuse, à la trahison de la cause prolétarienne.

Et le prolétariat allemand abandonné, trahi par la social-démocratie et le stalinisme se soumit sans résistance, en montrant une passivité inouïe et inimaginable, sans même les actes de résistance spontanés et héroïques du prolétariat italien, quoiqu'il se trouvât dans des conditions plus favorables. Mais en même temps, en montrant toute son indignation envers ceux qui le trahirent.

Ainsi le fascisme prit le pouvoir sans être du moins obligé de passer par une longue et cruelle guerre civile.

Sans aucune résistance il commença

son œuvre de destruction de toutes les organisations de la classe ouvrière en faisant chaque jour et sur la base d'un plan bien élaboré, des pas gigantesques vers l'affaiblissement de son régime. Il traverse toutes les étapes du fascisme italien avec un rythme plus accéléré, avec une facilité plus grande, sans rencontrer la même résistance, bien qu'il se trouve dans une période bien plus critique au point de vue de la situation nationale et internationale et en exploitant l'expérience du fascisme italien avec lequel il est étroitement lié.

Il s'ouvre une perspective de vie plus ou moins longue du fascisme en Allemagne. Certes il se trouvera devant une situation extrêmement difficile, devant la crise économique la plus profonde et la plus grave que le capitalisme ait connu jusqu'à aujourd'hui. Devant un empiétement de la situation des classes exploitées sur lesquelles retombera le lourd fardeau des frais exceptionnels de l'appareil luxueux du nouveau régime. Mais, le fascisme est précisément le régime qui par l'oppression et la violence supprime la résistance des opprimés et les condamne à supporter leur misère.

Même dans la situation la plus grave qui pourrait provoquer un soulèvement des masses, ce soulèvement devient de plus en plus difficile dans la mesure où le fascisme est arrivé à dissoudre les organisations ouvrières et à décapiter le prolétariat.

Néanmoins, cette perspective de durée du fascisme ne doit pas nous faire perdre des yeux les grandes difficultés économiques et les contradictions internes de ce même régime qui pourraient déterminer un changement de la situation plus rapide.

La victoire fasciste en Allemagne déplace le centre du mouvement international et pose comme problème principal le problème de l'Union Soviétique. Dans ce problème même, le fascisme allemand constituera un facteur très décisif, étant donné que Hitler pour surmonter ses difficultés intérieures pour sortir des contradictions économiques, pour renforcer ses positions dans l'ère internationale, pour battre définitivement son ennemi de classe tentera de devenir le chef d'une intervention antisoviétique.

Sa politique intérieure ne peut que

s'orienter vers cette direction, et déjà il en a donné de multiples manifestations.

Le triomphe du fascisme provoqua une décomposition des forces tant dans le camp communiste que dans le camp réformiste. La capitulation, la désertion, le passage au fascisme, l'abandon des organisations entières, tels sont les phénomènes qui caractérisent cette période. La classe ouvrière abandonnée tomba dans la passivité et l'indifférence la plus grande. Une grande partie quitta les organisations tandis que la partie la plus avancée et consciente en se remettant demande des directives nouvelles, une orientation nouvelle.

Mais elle ne voit pas de direction. Le parti communiste l'a trahi. Le parti communiste est mort.

Dans les dures conditions déjà créées, le prolétariat devra créer son nouveau parti, le parti qui concentrera ses forces, qui l'orientera, qui effacera la tâche de la trahison stalinienne.

Par son histoire, par ses idées et perspectives vérifiées, l'opposition de gauche en Allemagne, malgré sa faiblesse numérique actuelle est appelée à jouer le rôle principal dans ce processus. Elle peut et doit devenir le noyau central d'assimilation autour duquel se concentreront tous les éléments qui proviennent des directions différentes et constitueront le nouveau Parti révolutionnaire de la classe ouvrière en Allemagne.

Des groupes et des sections entières en premier lieu de l'ancien P. C. A. ainsi que des autres organisations (des groupes de gauche du Parti et des jeunes socialistes, d'autres éléments gauches des organisations droitières K. P. O., l'organisation S. A. P.) dans les conditions créées peuvent se mettre d'accord avec notre perspective sur la nécessité de construire le véritable P. C. de demain. Envers toutes ces organisations l'O. G. A. doit suivre une politique large et souple, admettre et réaliser la tactique de front unique et le travail commun, sur des bases précises et claires, aider par la discussion l'éclaircissement des principes fondamentaux, du programme et des méthodes sur lesquels doit se baser le P. C. A. et tâcher d'établir une homogénéité, condition préalable pour la formation d'une organisation forte et solide.

L'O. G. A. doit rester loin de tout sectarisme, appliquer une politique large, examiner tous ces éléments d'une façon dialectique et travailler opiniâtrément pour leur assimilation. Pour cela elle doit donner une attention très sérieuse à la question de l'organisation. Créer son organisation illégale, tremper ses membres par un travail systématique d'éducation communiste.

Donner une grande attention au journal dont le rôle est de premier ordre.

### L. TROTSKY

## La plate-forme du groupe Brandler

Le numéro 5 de « Contre le courant » paru à Strasbourg, du groupe Brandler-Talheimer, contient des thèses sur la lutte contre le fascisme et autres déclarations programmatiques. Ce numéro est très important pour déterminer le physionomie du groupe. Qu'est-ce que les brandlériens ont appris de la catastrophe ? Ont-ils fait un pas en avant ? Disons-le immédiatement; les thèses contiennent une série de positions absolument indiscutables, principalement dans le domaine de la critique du régime du parti, de la politique du « front unique seulement par en bas » et de la théorie du social-fascisme. Mais à part ces idées critiques (que, malgré leurs caractères élémentaires, il est indispensables de répéter avec persévérance), « Contre le courant » reste un document d'opportunisme, tant par ce que cette publication dit que par ce qu'elle ne dit pas.

1. Les thèses accusent à juste titre les stalinistes de diminuer intentionnellement l'importance de la défaite. Mais les brandlériens ne tiennent pas de leur propre appréciation de la catastrophe les conclusions nécessaires sur la question du parti. Ils posent comme tâche la reconstruction du parti (Neuaufbau). Comme par le passé, ils expriment le désir de rentrer dans le parti, c'est-à-dire ils se comportent comme si aucune catastrophe ne s'était produite. Politiquement les brandlériens aident ainsi les stalinistes à voiler l'importance et les dimensions de la catastrophe.

2. « Ce n'est pas le communisme qui est brisé, écrivent-ils, mais c'est la tactique ultra-gauche, le régime bureaucratique, les méthodes de direction appliquées jusqu'à maintenant... La question est posée non pas d'un point de vue politique, mais doctrinaire, comme si la lutte se livrait entre des principes abstraits et non pas des forces politiques vivantes. Le communisme, en tant que doctrine, n'est évidemment pas brisé; mais ce parti allemand, qui avait une politique fautive, un régime bureaucratique et qui a amené une catastrophe sur le prolétariat, est brisé ».

3. Le « cours ultra-gauche » a subi un naufrage. Ce « cours ultra-gauche », d'où est-il sorti ? Quel est son contenu social ? Qui est son représentant ? Comme auparavant, nous n'entendons pas un mot là-dessus. Cependant les brandlériens eux-mêmes reconnaissent, que la politique fautive de l'I. C., qui a mené à sa ruine, dure déjà depuis dix ans. D'où cette persévérance inouïe dans un « cours ultra-gauche » immatériel ?

4. Cependant est-il vrai que le cours de l'I. C. des éponges fut toujours ultra-gauche ? La soumission du parti communiste chinois au Kuo-Min-Tang pendant cinq années était-elle ultra-gauche ? Comment apprécier la politique du Comité anglo-russe qui a mené à sa perte le « mouvement minoritaire », qui promettait beaucoup, dans les Trade-Unions britanniques ? La politique de l'I. C. dans l'Inde était-elle ultra-gauche ? Et au Japon ? (« partis ouvriers-paysans »). N'est-il pas évident que le programme de libération nationale était et reste une grosse adaptation à la psychologie chauviniste du petit-bourgeois allemand ? Peut-on considérer comme ultra-gauche la politique actuelle du bloc avec les pacifistes bourgeois, avec les démocrates isolés, etc. : congrès contre la guerre, congrès antifasciste, ligne anti-impérialiste, en général tout le travail du département de mas-carades et de charlatanneries dirigé par Müntzenberg ? La déclaration de l'I. C. du 5 mars, qui proclamait qu'elle était prête à renoncer à la critique de la social-démocratie pendant toute la période du front unique peut-elle être taxée d'ultra-gauchisme ?

5. Les thèses constatent que la politique ultra-

gauche de toutes les sections étrangères est commandée par le Bureau Politique du P.C., de l'U.S. Et qu'est-ce qu'il en est pour la politique en U.R.S.S. ? La collectivisation généralisée et l'industrialisation exagérée ne sont-elles pas des expressions du cours ultra-gauche ? Et d'autre part, peut-on nier que des années d'opportunisme économique n'ont pas précédé la période d'aventurisme ?

6. D'après ces thèses, le Bureau politique du P.C., de l'U.S. n'a pas la force de diriger directement la politique dans plusieurs dizaines de pays. En soi, c'est une chose indiscutable, mais cela n'explique absolument pas le caractère des maladies qui rongent l'I. C. S'il s'agissait simplement de l'éloignement du Bureau Politique, du manque de temps, d'informations et de connaissances des divers pays les fautes auraient toutes un caractère différent. Cependant, il ne s'agit pas de fautes empiriques isolées, mais d'une ligne radicalement fautive. Au fond en quoi consiste-t-elle ? Qu'est-ce qui détermine sa persistance et sa stabilité relative ?

7. Que signifie le système de commandement lui-même de quelques dizaines de partis par le Secrétariat du Bureau politique ? Est-ce un hasard ou un égarement de l'esprit ? Les brandlériens parlent beaucoup du bureaucratisme; mais ils ne comprennent pas exactement le sens de ce mot. Le bureaucratisme, autant qu'il ne s'agit pas de penchants isolés occasionnels, mais d'un système puissant, est la manière de penser et d'agir de la bureaucratie, c'est-à-dire d'une couche sociale distincte qui peut entrer et être en conflit avec l'avant-garde prolétarienne. Et le bureaucratisme soviétique n'est-il pas le représentant fondamental du bureaucratisme dans l'I. C. ?

8. Les brandlériens sont forcés d'éluder cette question centrale, parce que, par tout leur caractère, et par tout leur esprit, ils ne sont qu'un détachement disgracié et offensé de cette même bureaucratie. Ils luttent contre le « cours ultra-gauche », mais ils ne soufflent pas un mot sur l'opportunisme de la bureaucratie, car eux-mêmes ont partagé et partagent toutes ses fautes droitières.

9. Les thèses constatent que le début de la fautive politique de l'I. C. coïncide approximativement, avec le moment où Lénine cessa de travailler. Cependant les brandlériens savent-ils que le déplacement de la ligne générale — tantôt à droite, tantôt à gauche du marxisme — s'accomplit à l'aide d'un seul et unique levier idéologique; la lutte contre le trotskysme ? Si on écarte les détails personnels, les falsifications, les poursuites, etc., et si on prend le fond de l'affaire, sous le couvert de la lutte contre le trotskysme s'opéra la révision de la méthodologie de Marx et de Lénine. Cela les brandlériens ne l'ont pas compris jusqu'à maintenant. Ils pensent que la lutte contre le trotskysme fut juste « en elle-même », mais que sous le couvert de cette lutte, qui constituait pendant quelques années le contenu principal de l'idéologie du parti, se produisit par la vertu de quelque miracle le passage de la ligne du léninisme sur la ligne du « cours ultra-gauche » (en fait, sur la ligne du centrisme bureaucratique).

10. Si les brandlériens étaient des marxistes, des internationalistes, ils ne pourraient pas proclamer sacrée la politique du centrisme bureaucratique en U.R.S.S., en exigeant le même privilège pour eux en Allemagne. Il ne s'agit pas du tout de l'autonomie des sections nationales (nous reconnaissons entièrement la nécessité d'une telle autonomie), mais d'une fautive interprétation des groupements internationaux dans le communisme.

11. Les thèses déclarent que, sauf l'organisation brandlérienne, il n'y a aucune force qui puisse régénérer le parti communiste allemand

et l'I. C. Même si on accepte cette prétention démesurée à l'égard de l'Allemagne (comme on le voit par tout ce que nous avons dit, nous sommes loin de l'accepter); qu'est-ce que c'est alors à l'égard de l'Internationale Communiste ? Les brandlériens ont raison de dire que l'Internationale Communiste s'est systématiquement désagrégée dans les dix dernières années. Mais pourquoi dans les deux ou trois dernières années l'Internationale des brandlériens eux-mêmes s'est-elle désagrégée ? En 1929, elle constituait une force notable, maintenant elle ne présente que des débris. La cause en est qu'à l'époque de l'impérialisme le courant opportuniste n'est pas capable de créer une organisation internationale viable quelconque, et par conséquent n'est pas capable de régénérer l'I. C.

Dans les thèses il y a une série de considérations tactiques particulières erronées ou ambiguës, sur lesquelles nous aurons peut-être encore l'occasion de revenir. Pour le moment, nous voulons simplement montrer que la catastrophe allemande n'a malheureusement rien appris aux brandlériens. Dans le domaine des questions de tactique, ils ont raison seulement dans la mesure où il s'agit des zigzags ultra-gauches; mais ils partagent toutes, ou presque toutes, les erreurs de droite des stalinistes, et, ce qui est d'ailleurs encore pire, ils ne sont pas capables jusqu'à présent de s'élever des questions de tactique aux questions de stratégie. La politique de l'Internationale est pour eux une somme de politiques nationales. Même maintenant, ils ne sont pas capables de comprendre les courants fondamentaux du mouvement ouvrier international, et de prendre leur place parmi eux. C'est pourquoi le courant des brandlériens n'a aucun avenir.

Prinkipo, le 22 mai 1933.  
L. Trotsky.

LES ÉDITIONS RIEDER

LISEZ LES ROMANS DE VICTOR SERGE

EMPRISONNÉ EN U. R. S. S.

LES HOMMES DANS LA PRISON 15 fr.

NAISSANCE DE NOTRE FORCE 15 fr.

VILLE CONQUISE 15 fr.

7, Place Saint-Sulpice - PARIS

### DISCUSSION

## Pour un nouveau P. C. en Allemagne

La première constatation qui s'impose, après la catastrophe en Allemagne, c'est qu'il ne saurait être question d'une défaite du prolétariat — qui ne s'est pas battue — mais, plus simplement, de la faillite retentissante de son avant-garde révolutionnaire. Le fait brutal, net, indiscutable, c'est que le P.C.A. a abandonné toutes ses positions sans combat, livrant le prolétariat désarmé au fascisme. Lors de la prise du pouvoir par Hitler, comme lors de la répétition générale de la Bulowplatz, le P.C.A. s'est avéré incapable de remplir sa mission historique. — Il a eu son 4 août.

Cette faillite n'est pas fortuite. Elle est le résultat de toute la politique antérieure contre laquelle l'O.D.G. n'a cessé de s'élever, lui opposant une claire politique marxiste. Jusqu'au dernier moment l'opposition a lutté pour redresser la ligne du parti, pour l'orienter sur un cours nouveau, mais la pourriture intérieure était trop avancée. La petite roue de l'opposition n'a pu, malgré tous ses efforts, tourner à temps la grande roue du parti.

Aujourd'hui il faut partir de cette constatation, comprendre que nous nous trouvons devant une situation nouvelle. Le P.C.A. n'est plus qu'un monceau de ruines et il ne renaitra pas de ses cendres; dans l'esprit des ouvriers allemands il ne trouvera aucune justification. Or, tout changement dans la situation implique un tournant dans l'action de l'opposition de gauche. Notre forme d'action n'a rien d'arbitraire d'étroitement limité, mais découle de la situation objective réelle. Nous avons tendu nos efforts jusqu'à la dernière minute pour la réforme du P.C.A. Maintenant cette réforme ne se pose plus, le P.C.A. est mort. Ce qu'il faut c'est reconstituer l'avant-garde révolutionnaire sur des bases nouvelles.

Après la catastrophe s'est vérifiée une fois de plus l'immense supériorité d'une théorie marxiste intransigeante sur l'empirisme vulgaire, opportuniste et aventurier. Incontestablement, seule l'opposition de gauche a surmagné dans la tourmente, a été à la hauteur des événements. A chaque étape nous avons marqué le point, tracé les perspectives du développement ultérieur, indiqué la seule issue possible. Les événements ont confirmé indubitablement la justesse de notre position léniniste. Ce fait indique clairement que c'est seulement sur la base léniniste des 4 premiers congrès de l'I. C. que l'expérience des années de lutte de l'opposition peut se reconstituer l'avant-garde révolutionnaire. Autrement dit, c'est uniquement autour de notre fraction allemande que doit se cristalliser le nouveau parti communiste.

Cette perspective effraye beaucoup de camarades qui ne croient pas possible la constitution immédiate du nouveau parti par les seules forces de notre fraction. Ils objectent notre faiblesse numérique et d'organisation, l'état d'esprit des masses après la catastrophe, la nécessité de former de nouveaux cadres et, parfaitement conscients qu'un tournant s'impose dans notre politique en Allemagne, concluent à la nécessité d'un changement de contenu avant le changement d'étiquette.

Il est évident qu'une catastrophe comme celle d'Allemagne ne peut pas ne pas laisser de traces dans l'esprit des masses. Un désarroi, une lassitude, un abattement s'emparent des masses qui ne se rendent pas compte clairement de ce qui vient de se produire, qui sont immédiatement incapables de tirer la leçon des événements. Mais cet état psychologique ne saurait être un obstacle à la formation du parti, car il appartient à celui-ci (facteur subjectif) de provoquer un changement dans cet état d'esprit. La faiblesse numérique de notre fraction n'est pas un argument décisif. La force d'une

organisation ne se mesure pas seulement au nombre de ses membres mais à sa position de principe, à la justesse de ses mots-d'ordres, à son activité, etc. L'exemple des bolcheviks, en 1917, est assez significatif. D'autre part, il ne faut pas ignorer que les partis ouvriers en Allemagne (S. D., P.C.A., S.A.P.) ont toutes leurs organisations détruites, ne travaillent qu'illégalement et ainsi leurs possibilités ne sont pas tellement plus considérables que celles de notre fraction.

Enfin la question de savoir si un changement de « contenu » doit précéder un changement d'étiquette est purement formelle, antialectique. Il est évident que tout changement dans le contenu doit entraîner un changement d'étiquette et qu'une étiquette qui ne caractériserait pas le contenu ne vaudrait pas un sou, constituerait un trompe-l'œil dont nous ne voulons pas.

En réalité le problème se résout à ceci: quelles conditions sont nécessaires pour la formation d'un nouveau parti ? « Pour la formation d'un nouveau parti, il faut, d'une part, de grands événements historiques qui auraient brisé l'épine dorsale du vieux parti, d'autre part une position de principe élaborée sur la base des événements et des cadres éprouvés » (L. D., « La Route Violette »). Ces conditions sont-elles données ? Cela ne fait absolument aucun doute. La formation des nouveaux cadres se poursuit dans l'action et les luttes du parti, l'essentiel pour cela réside dans une position de principe juste et une activité révolutionnaire inlassable et disciplinée.

C'est pourquoi, si nous ne voulons pas faillir à notre rôle, nous devons déclarer nettement, sans réticences: « Le P. C. A. est mort, vaincu par le centrisme stalinien, nous prenons sur nous la charge de le reconstruire sur des bases marxistes; nous n'ignorons pas la tâche écrasante qui est la nôtre mais, conscients de notre mission historique, nous en acceptons toutes les responsabilités ». En liaison étroite avec l'O. G. internationale, notre fraction allemande doit s'orienter immédiatement vers les tâches spécifiques d'un parti indépendant. A. Laiffite.

SERVICE DES LIVRES DE « LA VERITE »

L. TROTSKY. — Cours nouveau (1923)	3 fr. 50
L. TROTSKY. — Vers le capitalisme ou vers le socialisme (1925)	3 fr. 50
L. TROTSKY. — Les problèmes de la Révolution allemande (1931)	1 fr. 50
TROTSKY. — Et maintenant ? (1932)	3 »
L. TROTSKY. — Les problèmes de la guerre civile (1924)	1 fr. 50
L. TROTSKY. — La seule voie.	2 fr. »
QU'EST-CE QUE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE ? — Brochure de propagande	1 fr. »
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1930 (n° 17 à 26)	30 fr. »
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1931 (n° 27 à 35)	20 fr. »
LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1932 (n° 36 à 45)	20 fr. »
Adresser les commandes, 23, rue des Vinaigriers, Paris (X <sup>e</sup> ). La Vérité.	
Compte chèque postal : Frank-1363-55, Paris.	